

LEGISLATIVES ALGERIENNES EN FRANCE

Tout est prêt, sauf les électeurs

Ils sont 800 000 Algériens résidant en France, inscrits sur les listes électorales. Comme dans le pays, la campagne pour les élections législatives a démarré, mais alors que les citoyens votent en Algérie, la journée du 17 mai, les Algériens établis à l'étranger pourront voter sur toute la période du 12 au 17 mai. Comment s'est-on organisé pour cette consultation ? C'est ce que nous avons tenté de savoir auprès de M. Abderrahmane Meziane Cherif, consul général à Paris, et de M. Rachid Hadji, consul de Vitry, dans le Sud parisien.

Si les aspects techniques de la préparation de ce scrutin semblent aller bon train et les dispositifs totalement mis en place par les représentations consulaires, tout au moins pour la région parisienne, les électeurs de l'immigration semblent quant à eux, pour l'instant, ignorer totalement cette consultation. Rien n'indique, en effet, que 800 000 Algériens sont appelés aux urnes dans quelques jours. Et ce n'est manifestement pas les élections en France qui perturbent celles de nos députés. Neuf listes (portant chacune 4 noms) sont en compétition dans la cir-

conscription Paris Nord, pour aller à l'assaut des 4 sièges réservés aux futurs députés de l'immigration. L'on enregistre, ici, la participation du parti de l'Alliance nationale républicaine (ANR), le Front de libération nationale (FLN) ; le Rassemblement pour la culture et la démocratie (RCD) ; le Rassemblement national démocratique (RND) ; AHD 54 ; le Mouvement de la société pour la paix (MSP) ; le Mouvement En Nahdha MN ; le Mouvement pour la jeunesse et la démocratie (MJD) et une liste indépendante dénommée «Emigration Active». Quels programmes proposent ces postulants à leurs compatriotes de l'immigration ? Au moment où nous mettons sous presse, les programmes pour l'immigration ne sont pas encore connus, les partis n'ayant pas encore entamé leur mobilisation. A cette absence de présence sur le terrain, une raison : le lancement seulement jeudi de la campagne officielle, ce qui ne permettrait pas avant cette date aux postulants d'aller vers les électeurs dans les meetings, les marchés et autres lieux de concentration de nos concitoyens, d'afficher la liste de leurs

candidats et peut-être leurs programmes. En réalité, cependant, l'information des citoyens étant une vertu rare de nos politiques, le minimum n'a pas encore été fait pour simplement informer de la consultation. Du côté de l'administration, tant M. Abderrahmane Meziane Cherif que M. Rachid Hadji, rencontrés séparément la semaine dernière, considèrent que le dispositif technique qui incombe aux représentations consulaires a été déroulé selon les règles édictées. Ainsi, 5 bureaux de vote, dont cinq dans l'enceinte même du consulat général pour recevoir les électeurs des 20 arrondissements de la capitale, sont prévus et leur composition arrêtée. Les trois autres bureaux sont domiciliés l'un à Versailles, pour les électeurs des Yvelines et de l'Eure-et-Loir ; le deuxième à Tours pour les électeurs de l'Indre-et-Loire du Loir-et-Cher et du Loiret et le dernier à Vierzon pour accueillir les électeurs de l'Indre et du Cher. Pour un nombre total de 80 000 électeurs dans la circonscription de Vitry-sur-Seine, M. Hadji nous explique que, soucieux de faire en sorte que les bureaux de vote soient au plus près des électeurs

pour leur éviter de longs déplacements, ils ont été implantés là où ils sont le plus fortement présents. De plus, précise-t-il, et pour assurer le maximum de flexibilité aux électeurs, les comités patriotes pourront, sur tout le long de la consultation, voter à leur choix, au plus près de leur lieu de travail ou de celui de leur domicile. Pour ce faire, deux critères ont présidé au choix de l'implantation des 9 bureaux programmés : concentration et éloignement des électeurs. Et pour contribuer à faciliter cette flexibilité recherchée, les bureaux de vote ne seront pas ouverts tous les jours ensemble et aux mêmes horaires mais en alternance, en dehors, bien évidemment, des électeurs du Val-de-Marne qui pourront voter du 12 au 17 mai au siège du consulat, à Vitry, qui ouvre aussi ses bureaux à tous les électeurs du 94. Pour les électeurs de Seine-et-Marne, des bureaux de vote seront ouverts à Melun ; Meaux, Montreuil. Les électeurs de l'Essonne voteront à Corbeil-Essonne ; ceux de la Nièvre à Auxerre ou à Nevers. Au moment où nous rendions visite au consul général et au consul de Vitry, ces deux responsables

avaient déjà tenu, chacun en ce qui concerne sa région, une rencontre avec les têtes de liste en concurrence. L'objectif recherché, nous a-t-on dit, est de travailler ensemble à ce que les prérogatives inscrites dans la loi électorale soient comprises et partagées par tous, pour réussir ensemble cette opération. La composition des bureaux de vote a été présentée au cours de ces rencontres, et les noms des observateurs du scrutin présentés par les candidats. Tout semble donc avancer normalement, nous assure-t-on du côté des diplomates, qui ajoutent que les autorités locales françaises de tous bords apportent à ce scrutin un concours appréciable, notamment pour la mise à disposition de locaux, lorsque cela est nécessaire, pour cette consultation.

Si tout semble huilé, le grand absent, comme évoqué précédemment, est l'électeur qui est encore loin d'être informé sur cette consultation et qui va certainement la boudier. Il la boudera d'abord parce qu'il n'y croit pas beaucoup (qu'on fait les anciens députés de l'immigration en leur faveur ?) et ensuite parce que ces élections se sont préparées en dehors d'eux. Lorsque nous avons noté aux deux diplomates rencontrés que l'immigré n'a aucune information sur cette élection, chacun a évoqué «le travail fait auprès des associations, relais important pour la mobilisation et pour l'appel à voter, pour n'importe quel candidat mais voter quand même et assurer son devoir citoyen et

consolider ainsi le processus démocratique». Peut-être, mais quel impact ont aujourd'hui ces associations, vieilles d'un siècle presque et qui sont loin de la nouvelle composition de l'immigration algérienne. A cette remarque, M. Meziane Cherif nous apprend que, précisément, conscients que l'immigration n'a plus la composante essentiellement ouvrière qu'elle avait dans les années 50, «nous nous sommes engagés depuis quelques mois à encourager l'organisation des Algériens par métier. Ainsi, l'association des restaurateurs et hôteliers a vu le jour il y a quelques semaines». Prochainement, il est à espérer, ajoute le diplomate, que les 12 000 médecins algériens installés en France, dont 1700 sont immatriculés, créent aussi leur association «comme nous encourageons à le faire les avocats, nombreux ici, les hommes d'affaires et entrepreneurs et les sportifs». En attendant, le consul général évoque des accords qui seraient passés avec Beur FM et Serbie TV pour appeler à participer à cette consultation. Le consul de Vitry, quant à lui, nous a signalé la réalisation en cours d'une vidéo qui sera diffusée en boucle dans le hall d'accueil du consulat, pour sensibiliser les Algériens à aller voter. Il reste, cependant, ce qui est aux candidats, avant tout, d'appeler les citoyens à aller voter et faire leur choix. Qu'ont-ils fait et que comptent-ils faire ? C'est ce que nous tenterons de savoir dans un de nos prochains envois.

K. B. A.

LANCEMENT DE LA CAMPAGNE ELECTORALE A CONSTANTINE

Un début timide

Le premier jour de la campagne électorale, lancée, jeudi dernier, est passé sous silence à Constantine. L'inactivité de la plupart des partis en lice pour le scrutin du 17 mai a été notoire durant ce week-end dans la métropole de l'Est. Les quelques affiches collées dans les espaces réservés à chaque composition politique n'ont pas attiré grand monde. C'est plutôt le désintérêt des citoyens qui a caractérisé ce début de la course à la députation.

Dix formations, seulement, sur les 21 ayant présenté des listes de candidats à ces législatives ont commencé à occuper les espaces publicitaires réservés à cet effet. Il s'agit des partis de la coalition présidentielle, le FLN, le RND et le MSP en l'occurrence, en plus du PNSD, l'ANR, El-Islah, Ennahdha, le FNIC, le Mouvement El Infitah (Ex-MNJA) et la liste indépendante Assala.

L'affichage sauvage a également fait son apparition dès le premier jour de campagne. Le Front national des indépendants pour la concorde (FNIC) a violé, en effet, les espaces des autres listes. Par ailleurs, les

candidats à la députation sous les diverses bannières à Constantine ont entamé un travail de proximité dans les zones d'influence à travers la wilaya. C'est du moins ce que la majorité des responsables des permanences ouvertes à l'occasion se sont contentés de déclarer.

Sauf que la tête de liste de FLN a tenu lui, une conférence de presse au siège de la permanence du parti pour annoncer les grandes lignes du programme d'activité de cette formation politique à Constantine. Si le chef du vieux parti, M. Abdelaziz Belkhadem, est attendu aujourd'hui pour animer un meeting à la salle du centre culturel Mohamed-Laird-Ai-Khalifa et donner ainsi le coup d'envoi à une série de rassemblements populaires dans cette ville, la plupart des autres partis n'ont pas encore arrêté leurs calendriers et programmes de campagne.

Pour le Rassemblement national démocratique (RND), le meeting qui sera animé par le secrétaire général du parti, M. Ahmed Ouyahia, est programmé pour le 12 mai prochain soit, deux jours avant la clôture de la

campagne électorale. De plus, a-t-on appris auprès du directeur de la campagne du RND à Constantine, 6 membres du bureau national de cette formation politique sont attendus pour animer des meetings dans la capitale de l'Est. Il s'agit de Abdesselem Bouchouarib, Boubekeur Benbouzid, Yahia Guidoum, Cherif Rahmani, Khalifa M. Barak et Abdelkrim Harchaoui.

Aussi, le guide du MSP sera à Constantine le 4 mai pour un rassemblement populaire. Selon le tête de liste de ce parti du triumvirat de l'alliance présidentielle, d'autres meetings sont également prévus à Constantine et seront animés par le numéro 2 du MSP, M. Mokri, et le ministre des Travaux publics, M. Amar Ghoul.

Il est à signaler que l'administration a placé 215 sites d'affichage, 26 salles, 4 stades et deux places publiques à la disposition des candidats aux législatives à Constantine. Le chef-lieu de cette wilaya compte, à lui seul, 50 % du nombre de sites d'affichage réquisitionnés.

Lyas Hallas

MASCARA

Début de campagne plus que timide

Ils sont vingt-deux partis à participer aux législatives à Mascara et le moins que l'on puisse dire c'est qu'après deux jours de campagne, il n'y a pas eu de sortie côté formations politiques qui ait suscité un quelconque engouement. Au sein de la population le détachement est déjà affiché, exception faite du RA qui a tenu timidement une rencontre et la traditionnelle sortie du MSP annonçant le départ en campagne, il n'y a donc pas eu de fait saillant.

Les candidats sont en période d'échauffement et la campagne devrait peut-être réellement démarrer avec la venue du secrétaire général du FLN, M. Belkhadem, annoncée pour le 29 avril à la salle omnisports de Mascara et le leader du PT Louisa Hanoune qui devait tenir un meeting dans une salle de cinéma le 30 avril.

M. Meddeber

BEJAIA

L'indifférence de la population

Les 24 partis politiques et les six listes d'indépendants, en lice pour les onze sièges que compte la wilaya de Béjaïa au palais Zighout-Youcef sont depuis jeudi à pied d'œuvre pour tenter de convaincre et de faire adhérer à leur cause des électeurs béjaïois toujours réticents et n'affichant pour l'instant aucun signe d'engouement sur ce scrutin. En effet, la campagne électorale qui a démarré officiellement jeudi ne semblait visiblement aucunement emballer la population à Béjaïa dont le regard est plutôt braqué vers les présidentielles françaises. Ce désintérêt des électeurs a été observé partout à travers les localités de Béjaïa au cours des déplacements des candidats pour ce premier week-end de campagne.

A. Kersani - Béjaïa - Le Soir - Le RND a choisi de regrouper pour cette première journée de campagne électorale ses adhérents et ses militants à la cinémathèque de Béjaïa pour l'installation de trois directeurs chargés de coordonner les activités de campagne avec les différents comités communaux. Le RND qui a programmé des sorties et des conférences dans nombre de localités de la wilaya pour défendre son programme électoral compte aussi sur le déplacement de son premier responsable, Ahmed Ouyahia dans la capitale des Hamadites le 4 mai prochain pour faire adhérer un maximum d'adhérents à sa cause. Le Parti socialiste des travailleurs (PST) a entamé ses activités de campagne à travers l'organisation

de trois meetings populaires à Akbou, Barbacha et Timezzit où selon la tête de liste de ce parti, les citoyens ont réservé "un large écho" à son programme pour ces législatives. Dans l'après-midi d'hier, le porte-parole du PST, Salhi Chawki, a, lors de son meeting populaire, animé à la salle Amirouche de Béjaïa, expliqué les positions et les propositions de son parti pour faire face à la catastrophe libérale en cours provoquée par le choix politique et économique du pouvoir en place écrasant les masses populaires". Pour le même orateur, le rendez-vous du 17 mai ne constitue pour sa formation politique qu'une étape dans un combat mené au quotidien visant "la construction d'un espoir pour les masses". Mohand Sadek Akrouf, tête de liste du PST n'a pas manqué au passage de dénoncer l'attitude de l'administration locale qui avait au départ interdit leur premier meeting sous le prétexte que la demande d'autorisation d'occupation de la salle Amirouche n'a pas été introduite 72 heures avant, conformément à la loi électorale, leur a-t-on signifié. Les indépendants en force pour ce scrutin à Béjaïa sont aussi descendus dans l'arène pour défendre leurs programmes. En plus de la campagne d'affichage à travers toute la wilaya, les candidats de la liste "Fidélité" dirigée par Meziane Belkacem, maire d'Amizour ont préféré le "contact direct", avec des citoyens à Amizour, Akbou, Béjaïa et Fenai, afin d'expliquer les motivations de leur participation à ce scrutin pour défendre et porter "la voix de la population au niveau de l'hémicycle", soutient-on. Des meetings populaires sont programmés également durant cette campagne à travers les huit importants centres urbains de la wilaya. La liste

"citoyenneté" menée par Bezza Benmansour a annoncé la couleur pour ces journées à Timezzit dans la matinée de jeudi à travers une participation à la commémoration de la mort de l'un des victimes des événements de Kabylie natif de la localité. Les candidats se sont ensuite rendus à Kendria hier matin puis dans l'après-midi dans un quartier de Béjaïa, Taassast, pour une campagne de proximité et expliquer leur programme. La liste "La Force du peuple" conduite par le Dr Mohamed Mansouri, directeur du CHU de Tizi-Ouzou a, lors d'un point de presse animé dans un hôtel de la ville de Béjaïa, dévoilé les grands axes de son programme pour ce scrutin. Tout en mettant en exergue le développement local, le programme du Dr Mohamed Mansouri est centré notamment sur la réforme de l'école, l'introduction de nouvelles données sur l'imposition fiscale à adapter en rapport avec l'investissement et ses apports sur le développement. D'autres propositions ont été également mises en avant par le candidat à avoir l'autonomie fiscale des wilayas, la défense d'un système public de santé garantissant la gratuité des soins aux familles ainsi qu'un nouveau découpage administratif pour rapprocher davantage le citoyen de l'administration. Il propose la création de nouvelles communes et la promotion de la ville de Kheratta au rang de wilaya. Le RCD dont le programme électoral, selon ses candidats, "s'inspire de la charte de la Soummam a symboliquement donné le la de cette campagne à Fric-Ouzellaghe où s'est tenu le Congrès de la Soummam en plus aussi d'une intense campagne d'affichage. La liste de "l'Union" dirigée par le secrétaire général de la FNTE, Abdelwahab

Ikhoualen, a organisé une caravane vers la région de Boukhilla sur la côte est pour des discussions avec des citoyens. L'alle participative du MDS dont la liste électorale à Béjaïa est dirigée par Dalila Aoudj, secrétaire de l'association féminine Rachda, proche de Khalida Toumi, a opté pour un pèlerinage en présence du premier responsable de cette nouvelle tendance du MDS, Hocine Ali au village natal de Hachemi Cherif, Toudja. L'alliance UDR-ANR compte également sur le déplacement de l'un des principaux animateurs de ce rassemblement du pôle républicain pour ce scrutin, Amara Benyounés, attendu à Béjaïa pour animer deux meetings électoraux le jeudi 3 mai à la maison de la culture et le 8 mai

prochain à l'occasion de la célébration des événements du 8-Mai-1945 à Kheratta pour drainer un maximum d'électeurs. La grande incertitude demeure néanmoins chez le FLN où la grogne du collectif militant ne s'est visiblement pas encore estompée. Chez le parti de Belkhadem, c'est toujours le silence radio dans la capitale des Hamadites et ses militants ne semblent nullement "concernés" par ce scrutin suite à l'attitude de la direction politique violemment dénoncée par la base pour avoir "imposé" une liste de candidatures fortement contestée par toute la base militante du plus vieux parti algérien à Béjaïa.

A. K.

COMMUNIQUÉ

Jeudi 26 avril vers 10 heures, j'ai été arrêté par la police aux frontières de l'aéroport d'Alger, au moment où j'allais embarquer pour Paris. Présenté au procureur d'El-Harrach, j'ai été, par la suite emmené au Commissariat central d'Alger, où il a été décidé en milieu d'après-midi, de me relâcher en me remettant une convocation pour samedi 28 avril à 8h30. Je devrais donc me rendre samedi matin à la police pour être présenté au parquet d'Alger. Cette arrestation est motivée par un mandat d'arrêt délivré par un juge d'instruction en 1997, suivi d'une condamnation par défaut, à six mois de prison ferme, pour "diffamation". Il s'agit d'un article publié en 1994, dans un journal algérien, dans lequel je relatais des services infligés aux détenus du pénitencier de Tazoult-Lambéze. Je n'ai été informé de cette condamnation qu'en mai 2006, lorsque les autorités ont déterré l'affaire pour justifier le refus de renouveler mon passeport. Suite à une large mobilisation en Algérie et en France, on m'a remis mon passeport en novembre 2006. Malgré la prescription des faits et la double amnistie présidentielle (mai et juillet 2006) en faveur des journalistes condamnés pour délits de presse, mon droit à la libre circulation vient, une nouvelle fois, d'être violé.

Alger le 27 avril 2007
Arezki Ait Larbi